

Quels leviers pour renforcer la compétitivité de l'agriculture et de l'agroalimentaire français ?

Déclaration du groupe UNSA

À l'heure où la parole citoyenne se veut de plus en plus forte, le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire n'échappe pas à la règle: les attentes des consommateurs et surtout le prix des produits dictent la loi même s'il existe un intérêt croissant pour d'autres facteurs tels que la santé, les modes de production, l'impact sur la nature, etc.

Trouver des leviers pour renforcer la compétitivité dans ce secteur est un enjeu suffisamment capital autour du devenir de nos territoires en termes de développement durable pour que l'implication des pouvoirs publics se concrétise par de véritables stratégies d'accompagnement. L'affaire Lactalis nous a d'ailleurs ramenés à la réalité d'un segment bien fragile. Dans cette idée, l'UNSA aurait souhaité que certaines préconisations soient exploitées plus en profondeur pour éviter de « réinventer la roue » une nouvelle fois.

S'il faut ainsi parler de rendre compétitif le secteur tout en permettant à chaque travailleur agricole de vivre dignement de son travail, il sera difficile de ne pas aller plus loin dans la maîtrise des coûts de production : montée en compétences des agriculteurs, formation en groupe, appel à du conseil neutre, meilleure répartition des taxes existantes ou encore dissociation de rentabilité et d'augmentation de production.

L'UNSA rejoint les propositions faites en matière de positionnement du secteur agricole et agroalimentaire sur des marchés correspondants aux attentes de nos citoyens : augmenter la filière bio serait une des réponses, sans pour autant diminuer les exigences du cahier des charges comme le prévoit l'Union Européenne. De plus, parce que le rôle de l'agriculture est également aujourd'hui de maintenir les paysages, de préserver les ressources en eau de qualité et de protéger les sols, l'extensification caractérisée par le recul des superficies cultivées et ensemencées ou la réduction de l'utilisation de fertilisants sont des réponses à l'adaptation aux zones agricoles différentes.

Enfin, la lutte contre les distorsions déloyales de concurrence qui nous poussent à adapter notre politique agricole de demain ne doit pas nous entraîner sur le chemin d'une interprétation trop idéaliste mais déconnectée du terrain. L'isolement d'un éleveur qui se verrait refuser par une laiterie ses « conditions générales de vente » en est le parfait exemple.

Pour conclure, cet avis aurait mérité une vision plus mordante, permettant des orientations politiques tranchées pour porter la compétitivité dans le secteur agricole et agroalimentaire français. Le réel besoin de faire changer les mentalités sur le long terme nécessite - quelles que soient les

décisions à prendre - une trésorerie plus importante: montée en gamme, soutien aux pratiques agroécologiques, accès au foncier facilité, incitation à la formation, accompagnement à l'acceptation d'une vision moins traditionnelle de l'agriculture.

L'UNSA, consciente de la nécessité d'avancer, a voté l'avis